



DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°25

LE STATUT DES PARTIS POLITIQUES

Aucune définition juridique n'existe en ce qui concerne les partis politiques, le législateur ayant considéré qu'une telle définition pouvait être interprétée comme une restriction à la liberté de création. Cela offre des avantages pour les partis politiques mais n'est pas sans poser problème puisque des groupements divers peuvent alors se prévaloir de ce statut sans en poursuivre réellement l'objet.

La liberté de création

Si le statut des partis politiques se rapprochent de celui des associations régies par la loi de 1901, ils bénéficient de quelques droits supplémentaires : aucune formalité de déclaration n'est exigée pour que la personne morale est soit reconnue et puisse ester en justice. Ils peuvent également acquérir des biens à titre gratuit.

Le financement public : l'importance des élections législatives

Les partis politiques ont droit à une aide financière de l'Etat en fonction de deux critères, chaque critère bénéficiant d'une dotation globale de l'Etat qui est répartie entre tous les partis. Le montant global de l'aide publique est d'environ 70 millions d'euros, divisée en deux tranches d'environ 30 millions d'euros pour le premier critère et 40 millions pour le second critère.

Le premier critère est la présentation de candidats aux élections législatives dans au moins 50 circonscriptions (avec une exception si des candidats se présentent outre-mer : plus besoin d'atteindre le chiffre de 50). La répartition de la dotation se fait en fonction du nombre de suffrages obtenus au premier tour.

Le second critère est relatif au nombre de parlementaires, la répartition de la dotation se faisant en fonction du nombre de députés et de sénateurs rattachés à chacun des partis. A noter que pour bénéficier de cette dotation, il faut aussi bénéficier de la première dotation, ce qui évite à un parlementaire individualiste de s'instituer en parti politique à lui tout seul et à bénéficier ainsi d'un financement public conséquent.

Ce financement public étant très contrôlé, il est par contre interdit à toute autre institution publique de contribuer au financement direct ou indirect d'un parti politique ou d'une campagne électorale.

Le contrôle des financements publics

Pour limiter tout abus et assurer la transparence de leur financement, les partis politiques qui bénéficient de l'aide publique doivent présenter chaque année des comptes certifiés par des experts-comptables et remis à la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques. Si les comptes ne sont pas fournis ou s'ils font apparaître des irrégularités, le parti politique concerné peut perdre son droit au financement public pour l'année suivante.

Financement privé : encouragé pour les particuliers, interdits pour les sociétés

Le financement des partis politiques par les personnes privées est parfaitement légal et prend généralement la forme de cotisations des militants et des élus, dans la limite de 7500 € par personne et par an. Une déduction fiscale allant jusqu'à 66% des sommes versées est même accordée sous certaines conditions.

En revanche, il est strictement interdit aux personnes morales, en particulier aux sociétés commerciales, de contribuer d'une façon ou d'une autre au financement des partis. Une seule exception : un parti politique peut financer un autre parti politique...